

08.09.2016 - 16:53 Uhr

Personnel qualifié suisse : il est temps d'agir!

Bern (ots) -

Le vieillissement de la population et la proposition "d'une priorité à la main-d'oeuvre indigène light" pour mettre en oeuvre l'initiative sur l'immigration de masse soulèvent une question cen-trale fondamentale : comment la Suisse peut-elle mobiliser davantage les potentiels inexploités de personnel qualifié ? C'est à cette question que le Sommet national sur le personnel qualifié suisse, qui se tient le lundi 12 septembre à Berne, devrait répondre. Pour Travail.Suisse, l'organisation faitière indépendante des travailleurs et travailleuses, ce sont les investissements faits pour une meilleure conciliation entre vie professionnelle et familiale et pour la formation continue des travailleuses et travailleurs plus âgés qui ont le plus fort impact.

L'activité de la population en Suisse est élevée. A fin 2015 a été franchi pour la première fois le cap des 5 millions d'actifs. Le taux d'activité standardisé (15+ ans) atteint désormais 69.3 pourcent. L'UE-28 a une moyenne de 57.6 pourcent et aucun pays de l'UE n'a un taux d'activité plus élevé que la Suisse. Cela signifie que si la Suisse veut augmenter significativement le potentiel de main-d'oeuvre présent en Suisse, des mesures qui portent sont nécessaires.

L'initiative sur le personnel qualifié ne doit pas devenir un instrument de marketing

Une initiative contre la pénurie de personnel qualifié en tant qu'instrument de marketing ne suffit de loin pas. « Certes les rencontres au sommet sont bien dotées mais il faut qu'elles soient suivies maintenant de la substance nécessaire » indique le président de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich. « On a mainte-nant assez parlé sur les potentiels et les chances, il faut maintenant des mesures concrètes et les in-vestissements correspondants ». Rien que parmi les personnes travaillant à temps partiel, il se trouve environ 330'000 personnes sous-occupées qui aimeraient travailler plus et qui sont disponibles à court terme, avant tout des mères avec des conjoints et enfants et des mères élevant seules leurs enfants. « Environ 7 pourcent des personnes employées à temps partiel aimeraient volontiers travailler davan-tage », indique Wüthrich.

Une meilleure conciliation comme levier pour plus de personnel qualifié

Qu'une meilleure conciliation de la vie professionnelle et familiale joue un rôle-clé relève de l'évidence. Mais encore faut-il des mesures de la Confédération et des cantons mais aussi l'acceptation des en-treprises d'organiser de manière flexible le taux d'occupation des hommes avant tout. Le financement d'encouragement proposé par le Conseil fédéral de 100 millions de francs au cours des cinq pro-chaines années - cela fait 20 millions de francs par an - ne suffit de loin pas pour les mesures sui-vantes indispensables : l'offre de structures d'accueil extra-familiales doit être davantage étendue dans le sens d'une prestation de service public et les écoles de jour à horaire continu avec un accueil pen-dant les vacances doivent devenir la règle.

Les travailleuses et travailleurs plus âgés peuvent et veulent travailler plus longtemps

Aussi les travailleuses et travailleurs plus âgés, ainsi que la formation de rattrapage pour les adultes sans diplôme au niveau du secondaire II, représentent d'importants potentiels de mobilisation de per-sonnel qualifié. « Les travailleurs plus âgés veulent travailler plus longtemps mais il se pose des pro-blèmes si une reconversion ou une formation continue plus longue sont requises. C'est pourquoi Tra-vail.Suisse appelle le monde politique depuis longtemps à soutenir un crédit spécial substantiel pour la formation et la formation continue », indique Wüthrich. Travail.Suisse a proposé au Conseil fédéral un crédit de financement spécial suivant l'exemple de ce qui avait été fait au début des années nonante pour la promotion des places d'apprentissage (Arrêté fédéral sur les places d'apprentissage). Il n'est pas possible de financer des reconversions et des formations par le biais de l'assurance-chômage. Il faut donc combler cette lacune par un crédit spécial.

D'importants investissements pour l'avenir de la place de travail suisse

Si la politique veut mobiliser sérieusement le potentiel de personnel qualifié présent en Suisse, il faut décider de mesures qui portent et les mettre en oeuvre, l'accent devant être mis sur la conciliation et sur les qualifications des travailleuses et travailleurs plus âgés. Il est clair que cela aura un coût. Mais n'oublions pas qu'investir dans la conciliation de la vie professionnelle et familiale et les qualifications des travailleuses et travailleurs sont des investissements pour le futur de la Suisse et permettent par l'action politique de diminuer l'immigration. Il revient aux cantons et aux partenaires sociaux d'agir. Soit, ils font de l'initiative contre la pénurie de personnel qualifié un paquet de mesures qui agissent ou alors ils la laissent n'être qu'un pur instrument de marketing.

Contact:

Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, 079/287'04'93
Jacques-André Maire, conseiller national et vice-président de Travail.Suisse, Tel. 078/709'48'50
Valérie Borioli Sandoz, responsable du dossier politique de l'égalité à Travail.Suisse, 079/598'06'37

Vous trouvez plus d'informations dans le document de Travail.Suisse "Développer sérieusement le potentiel de la main-d'oeuvre indigène".

Vous le trouverez sous www.travailsuisse.ch/actuel/positions

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100792531> abgerufen werden.